

*Association LE PIED A L'ETRIER*

*396 avenue Sadi Carnot*

*84500 - BOLLENE*

*Exercice clos le 31 Décembre 2024*

**Association LE PIED A L'ETRIER**

**396 avenue Sadi Carnot**

**84500 - BOLLENE**

**RAPPORT DU COMMISSAIRE AUX COMPTES SUR LES COMPTES ANNUELS**  
**Exercice clos le 31 Décembre 2024**

Aux membres de l'association,

**Opinion**

En exécution de la mission qui nous a été confiée le 23 juin 2022 par le Conseil d'administration, nous avons effectué l'audit des comptes annuels de l'association relatifs à l'exercice clos le 31 décembre 2024, tels qu'ils sont joints au présent rapport.

Nous certifions que les comptes annuels sont, au regard des règles et principes comptables français, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine de la société à la fin de cet exercice.

**Fondement de l'opinion**

***Référentiel d'audit***

Nous avons effectué notre audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont indiquées dans la partie responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels du présent rapport.

***Indépendance***

Nous avons réalisé notre mission d'audit dans le respect des règles d'indépendance prévues par le code de commerce et par le code de déontologie de la profession de commissaire aux comptes, sur la période du 1<sup>er</sup> janvier 2024 à la date d'émission de notre rapport.

**Justification des appréciations**

En application des dispositions des articles L. 821-53 et R.821-180 du Code de commerce relatives à la justification de nos appréciations nous portons à votre connaissance les éléments suivants :

- nous nous sommes assurés de la bonne application des principes comptables applicables, notamment en matière de rattachement à l'exercice des charges et produits, ainsi que de la cohérence des informations figurant dans l'annexe de vos comptes annuels à ce sujet ;
- aucune estimation significative n'a été retenue pour l'arrêté des comptes ;
- nous avons vérifié la cohérence de la présentation d'ensemble des comptes annuels.

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le cadre de notre démarche d'audit des comptes annuels, pris dans leur ensemble, et ont donc contribué à la formation de notre opinion exprimée dans la première partie de ce rapport.

**Vérification du rapport de gestion et des autres documents adressés aux membres de l'association**

Nous avons également procédé, conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, aux vérifications spécifiques prévues par la loi.

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur la sincérité et la concordance avec les comptes annuels des informations données dans le rapport de gestion du Conseil d'administration et dans les autres documents adressés aux membres de l'association sur la situation financière et les comptes annuels.

**Responsabilités de la direction et des personnes constituant le gouvernement d'entreprise relatives aux comptes annuels**

Il appartient à la direction d'établir des comptes annuels présentant une image fidèle conformément aux règles et principes comptables français ainsi que de mettre en place le contrôle interne qu'elle estime nécessaire à l'établissement de comptes annuels ne comportant pas d'anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs.

Lors de l'établissement des comptes annuels, il incombe à la direction d'évaluer la capacité de l'association à poursuivre son exploitation, de présenter dans ces comptes, le cas échéant, les informations nécessaires relatives à la continuité d'exploitation et d'appliquer la convention comptable de continuité d'exploitation, sauf s'il est prévu de liquider l'association ou de cesser son activité.

Les comptes annuels ont été arrêtés par votre Conseil d'administration.

**Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels**

Il nous appartient d'établir un rapport sur les comptes annuels. Notre objectif est d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes annuels pris dans leur ensemble ne comportent pas d'anomalies significatives. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, sans toutefois garantir qu'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel permet de systématiquement détecter toute anomalie significative. Les anomalies peuvent provenir de fraudes ou résulter d'erreurs et sont considérées comme significatives lorsque l'on peut raisonnablement s'attendre à ce qu'elles puissent, prises individuellement ou en cumulé, influencer les décisions économiques que les utilisateurs des comptes prennent en se fondant sur ceux-ci.

Comme précisé par l'article L.821-55 du code de commerce, notre mission de certification des comptes ne consiste pas à garantir la viabilité ou la qualité de la gestion de l'association.

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, le commissaire aux comptes exerce son jugement professionnel tout au long de cet audit. En outre :

- il identifie et évalue les risques que les comptes annuels comportent des anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs, définit et met en œuvre des procédures d'audit face à ces risques, et recueille des éléments qu'il estime suffisants et appropriés pour fonder son opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative provenant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne ;
- il prend connaissance du contrôle interne pertinent pour l'audit afin de définir des procédures d'audit appropriées en la circonstance, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne ;
- il apprécie le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, ainsi que les informations les concernant fournies dans les comptes annuels ;
- il apprécie le caractère approprié de l'application par la direction de la convention comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments collectés, l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou à des circonstances susceptibles de mettre en cause la capacité de l'association à poursuivre son exploitation. Cette appréciation s'appuie sur les éléments collectés jusqu'à la date de son rapport, étant toutefois rappelé que des circonstances ou événements ultérieurs pourraient mettre en cause la continuité d'exploitation. S'il conclut à l'existence d'une incertitude significative, il attire l'attention des lecteurs de son rapport sur les informations fournies dans les comptes annuels au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas fournies ou ne sont pas pertinentes, il formule une certification avec réserve ou un refus de certifier ;
- il apprécie la présentation d'ensemble des comptes annuels et évalue si les comptes annuels reflètent les opérations et événements sous-jacents de manière à en donner une image fidèle.

Fait à Bollène,  
Le 06 mai 2025

**Le Commissaire aux Comptes  
SODEC CONSEIL**

**Mickaël ROURE**



**Association LE PIED A L'ETRIER**

**396 avenue Sadi Carnot**

**84500 - BOLLENE**

**RAPPORT SPECIAL DU COMMISSAIRE AUX COMPTES  
SUR LES CONVENTIONS REGLEMENTEES**

Exercice clos le 31 Décembre 2024

En notre qualité de Commissaire aux comptes de votre Association, nous vous présentons notre Rapport sur les conventions réglementées.

Il nous appartient de vous communiquer, sur la base des informations qui nous ont été données, les caractéristiques et les modalités essentielles des conventions dont nous avons été avisés ou que nous aurions découvertes à l'occasion de notre mission, sans avoir à nous prononcer sur leur utilité et leur bien-fondé ni à rechercher l'existence d'autres conventions. Il vous appartient, selon les termes de l'article R.612-6 du Code de Commerce, d'apprécier l'intérêt qui s'attachait à la conclusion de ces conventions en vue de leur approbation.

Nous avons mis en œuvre les diligences que nous avons estimées nécessaires au regard de la Doctrine professionnelle de la Compagnie Nationale des Commissaires aux Comptes relative à cette mission. Ces diligences ont consisté à vérifier la concordance des informations qui nous ont été données avec les documents de base dont elles sont issues.

**CONVENTIONS SOUMISES A L'APPROBATION DE L'ORGANE DELIBERANT**

En application de l'article R.612-7 du Code de Commerce, nous avons été avisés des conventions mentionnées à l'article L.612-5 du Code de Commerce qui ont été passées au cours de l'exercice écoulé.

**CONVENTIONS ANCIENNES QUI SE SONT POURSUIVIES**

**Administrateur concerné : Clément METAXIAN**

L'Association LE PIED A L'ETRIER a facturé à Monsieur Clément METAXIAN des prestations de services à hauteur de **3 879 euros** sur 2024.

**Administrateur concerné : Arlette MARCHAND**

L'Association LE PIED A L'ETRIER a facturé à Madame Arlette MARCHAND des prestations de services à hauteur de **1 590 euros** sur 2024.

**Administrateur concerné : Maryse ANDRE**

L'Association LE PIED A L'ETRIER a facturé de prestations de services à Madame Maryse ANDRE à hauteur de **5 842 euros** pour l'exercice 2024.

**Mission Locale du Haut Vaucluse**

L'Association LE PIED A L'ETRIER a facturé à la Mission Locale du Haut Vaucluse des prestations de services à hauteur de 10 457 euros sur 2024.

**CONVENTION CONCLUE AU COURS DE L'EXERCICE A SOUMETTRE A L'APPROBATION DE L'ORGANE DELIBERANT**

---

Nous vous informons qu'il nous a été donné avis d'une convention passée au cours de l'exercice écoulé à soumettre à l'approbation de l'organisme délibérant en application des dispositions de l'article L 612-5 du Code de commerce.

**Administrateur concerné : Martine MILLET**

Dans le cadre du mandat d'architecte donné pour les travaux d'aménagement des nouveaux locaux et le suivi du chantier, la SARL MILLET ARCHITECTURE a perçu sur cet exercice la somme de 5 326 euros TTC.

Fait à Bollène,  
Le 06 mai 2025

**Le Commissaire aux Comptes  
SODEC CONSEIL**

**Mickaël ROURE**





**BILAN ACTIF AU 31/12/2024**

ACTIF	Exercice N (selon ANC 2020-08)			Exercice N-1 (selon ANC 2020-08)
	Brut	Amortissements et dépréciations (à déduire)	Net	Net
<b>ACTIF IMMOBILISE</b>				
<b>Immobilisations incorporelles</b>				
Frais d'établissement				
Frais de recherche et de développement				
Donations temporaires d'usufruit				
Concessions, brevets, licences, marques, procédés, logiciels, droits et valeurs similaires	22 944	21 721	1 223	393
Immobilisations incorporelles en cours				
Avances et acomptes				
<b>Immobilisations corporelles</b>				
Terrains				
Constructions				
Installations techniques, matériel et outillage industriels	1 716 974	512 432	1 204 542	1 270 549
Immobilisations corporelles en cours				
Avances et acomptes				
<i>Biens reçus par legs ou donations destinés à être cédés</i>				
<b>Immobilisations financières</b>				
Participations et Créances rattachées	47		47	47
Autres titres immobilisés	12 610		12 610	12 488
Prêts				
Autres	2 821		2 821	13 207
<b>Total I</b>	<b>1 755 396</b>	<b>534 153</b>	<b>1 221 243</b>	<b>1 296 683</b>
<b>ACTIF CIRCULANT</b>				
Stocks et en-cours				
Créances				
Créances clients, usagers et comptes rattachés	410 599	17 927	392 672	428 746
Créances reçues par legs ou donations				
Autres	70 406		70 406	72 084
Valeurs mobilières de placement				
Instruments de trésorerie				
Disponibilités	763 829		763 829	677 497
Charges constatées d'avance	6 497		6 497	6 031
<b>Total II</b>	<b>1 251 330</b>	<b>17 927</b>	<b>1 233 403</b>	<b>1 184 357</b>
Frais d'émission des emprunts (III)	X	X	X	X
Primes de remboursement des emprunts (IV)	X			
Ecarts de conversion Actif (V)				
<b>TOTAL GENERAL (I + II + III + IV + V)</b>	<b>3 006 726</b>	<b>552 080</b>	<b>2 454 646</b>	<b>2 481 040</b>

**BILAN PASSIF AU 31/12/2024**

<b>PASSIF</b>	<b>Exercice N (selon ANC 2020-08)</b>	<b>Exercice N-1 (selon ANC 2020-08)</b>
<b>FONDS PROPRES / FONDS ASSOCIATIFS</b>		
Fonds propres / fonds associatifs sans droit de reprise		
dont legs et donations avec contrepartie d'actifs immobilisés, subventions d'investissement affectés à des biens renouvelables...		
Fonds propres statutaires		
Fonds propres complémentaires		
Ecart de réévaluation (sur biens sans droit de reprise)		
Fonds propres avec droit de reprise		
Fonds statutaires		
Fonds propres complémentaires		
Autres fonds associatifs (partie 1/2)		
Fonds associatifs avec droit de reprise		
Apports		
Legs et donations		
Résultats sous contrôle de tiers financeurs		
Ecart de réévaluation (sur biens avec droit de reprise)		
Ecart de réévaluation		
Réserves		
Réserves statutaires ou contractuelles		
Réserves pour projet de l'entité		
Autres	1 003 932	833 039
Report à nouveau		
Excédent ou déficit de l'exercice	91 043	170 893
<b>Situation nette (sous total)</b>	<b>1 094 975</b>	<b>1 003 932</b>
Fonds propres consommables		
Subventions d'investissement	21 922	39 329
Provisions réglementées		
Autres fonds associatifs (partie 2/2)		
Subventions d'investissement sur biens non renouvelables		
Provisions réglementées		
Droits des propriétaires - (Commodat)		
<b>Total I</b>	<b>1 116 897</b>	<b>1 043 261</b>
<b>FONDS REPORTES ET DEDIES</b>		
Fonds reportés liés aux legs ou donations		
Fonds dédiés		
<b>Total II</b>		
<b>PROVISIONS</b>		





Provisions pour risques	7 000	
Provisions pour charges		
<b>Total III</b>	<b>7 000</b>	<b>X</b>
<b>Fonds dédiés</b>		
- sur subventions de fonctionnement		
- sur autres ressources		
<b>Total III bis</b>	<b>X</b>	<b>X</b>
<b>DETTES</b>		
Emprunts obligataires et assimilés (titres associatifs)		
Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit	859 518	891 902
Emprunts et dettes financières diverses		
Dettes Fournisseurs et Comptes rattachés	15 613	21 643
Dettes des legs ou donations		
Dettes fiscales et sociales	409 867	463 089
Dettes sur immobilisations et comptes rattachés	5 872	22 784
Autres dettes	5 508	6 178
Instruments de trésorerie		
Produits constatés d'avance	34 371	32 183
<b>Total IV</b>	<b>1 330 749</b>	<b>1 437 779</b>
Ecart de conversion Passif (V)	X	X
<b>TOTAL GENERAL (I + II + III + III bis + IV + V)</b>	<b>2 454 646</b>	<b>2 481 040</b>



**COMPTE DE RESULTAT exercice du 01/01/2024 au 31/12/2024**

COMPTE DE RESULTAT	Exercice N (selon ANC 2020-08)	Exercice N-1 (selon ANC 2020-08)
<b>PRODUITS D'EXPLOITATION</b>		
Cotisations		
Ventes de biens et services		
Ventes de biens		
dont ventes de dons en nature		
Ventes de prestations de service	2 930 478	2 901 837
dont parrainages		
Produits de tiers financeurs		
Concours publics et subventions d'exploitation	234 163	280 862
Subventions		
Produits liés à des financements réglementaires		
Versements des fondateurs ou consommations de la dotation consommable		
Ressources liées à la générosité du public		
Dons manuels		
Mécénats		
Legs, donations et assurances-vie		
Contributions financières		
Reprises sur amortissements, dépréciations, provisions et transferts de charges	7 674	3 694
Utilisations des fonds dédiés		
Autres produits		
Cotisations	330	310
Dons manuels		
Mécénats		
Legs et donations		
Contributions financières reçues	631 595	621 951
Versement des fondateurs		
Quote-part de dotations consommables virées au compte de résultat		
Autres produits	2 326	22 264
<b>Total I</b>	<b>3 806 567</b>	<b>3 830 918</b>
<b>CHARGES D'EXPLOITATION</b>		
Achats de marchandises		
Variation de stock		
Autres achats et charges externes	296 970	351 250
Aides financières		
Impôts, taxes et versements assimilés	168 206	172 694
Salaires et traitements	2 604 764	2 569 303
Charges sociales	496 632	462 723
Dotations aux amortissements et aux dépréciations	126 601	90 498
Dotations aux provisions	9 363	7 354
Reports en fonds dédiés		
Autres charges		
Aides financières		
Autres charges	24 099	17 841
<b>Total II</b>	<b>3 726 635</b>	<b>3 671 663</b>
<b>1. RESULTAT D'EXPLOITATION (I - II)</b>	<b>79 932</b>	<b>159 255</b>
<b>PRODUITS FINANCIERS</b>		
De participation		
D'autres valeurs mobilières et créances de l'actif immobilisé		
Autres intérêts et produits assimilés	10 960	5 465
Reprises sur provisions, dépréciations et transferts de charge		
Différences positives de change		
Produits nets sur cessions de valeurs mobilières de placement		



<b>Total III</b>	10 960	5 465
<b>CHARGES FINANCIERES</b>		
Dotations aux amortissements, aux dépréciations et aux provisions		
Intérêts et charges assimilées	30 082	26 574
Différences négatives de change		
Charges nettes sur cessions de valeurs mobilières de placement		
<b>Total IV</b>	30 082	26 574
<b>2. RESULTAT FINANCIER (III - IV)</b>	- 19 122	- 21 110
<b>3. RESULTAT COURANT avant impôts (I - II + III - IV)</b>		
<b>PRODUITS EXCEPTIONNELS</b>		
Sur opérations de gestion	11 068	12 125
Sur opérations en capital	25 407	24 148
Reprises sur provisions, dépréciations et transferts de charges		
<b>Total V</b>	36 475	36 273
<b>CHARGES EXCEPTIONNELLES</b>		
Sur opérations de gestion	6 242	3 525
Sur opérations en capital		
Dotations aux amortissements, aux dépréciations et aux provisions		
<b>Total VI</b>	6 242	3 525
<b>4. RESULTAT EXCEPTIONNEL (V - VI)</b>	30 233	32 748
Participation des salariés aux résultats (VII)	X	X
Impôts sur les bénéfices (VIII)	X	X
<b>Total des produits (I + III + V)</b>	<b>3 854 002</b>	<b>3 872 656</b>
<b>Total des charges (II + IV + VI + VII + VIII)</b>	<b>3 762 959</b>	<b>3 701 763</b>
<b>SOLDE INTERMEDIAIRE</b>		
+ Report des ressources non utilisées des exercices antérieurs		
- Engagements à réaliser sur ressources affectées		
<b>EXCEDENT OU DEFICIT</b>	<b>91 043</b>	<b>170 893</b>
<b>CONTRIBUTIONS VOLONTAIRES EN NATURE</b>		
Dons en nature		
Prestations en nature		
Bénévolat		
<b>TOTAL</b>		-
<b>CHARGES DES CONTRIBUTIONS VOLONTAIRES EN NATURE</b>		
Secours en nature	X	X
Mises à disposition gratuite de biens		
Prestations en nature	X	X
Mise à disposition gratuite de biens et services		
Personnel bénévole	X	X
<b>TOTAL</b>	<b>X</b>	<b>X</b>



## **Principes règles et méthodes comptables :**

### **1. Présentation des comptes**

Les documents dénommés états financiers comprennent :

- Le bilan
- Le compte de résultat
- L'annexe.

### **2. Méthode générale**

En 2019, l'association a arrêté les comptes sous l'ancien règlement. A partir de l'année 2020, les comptes sont arrêtés sous le nouveau référentiel comptable applicable ANC 2018-06 du 05 12 018, ANC 2019-04 du 08 11 2019 et ANC 2020-08 du 04 12 2020.

### **3. Changement de méthode d'évaluation**

Aucun changement de méthode d'évaluation n'est intervenu au cours de l'exercice.

### **4. Changement de méthode de présentation**

Aucun changement de méthode de présentation n'est intervenu au cours de l'exercice.

# **ANNEXES AU BILAN – COMPTES ANNUELS 2024**

## **I. INFORMATIONS DIVERSES**

Les comptes annuels présentés concernent la période du 1<sup>er</sup> Janvier 2024 au 31 Décembre 2024.

En 2018, l'Association a contracté un emprunt :

- Caisse d'épargne : 9 900 € sur 7 ans – TEG Fixe : 1,19 %.

Au 31/12/2024, le montant restant à rembourser s'élève à 970,18 €.

En 2020, l'Association a contracté un emprunt :

- Caisse d'épargne : 19 500 € sur 5 ans – TEG Fixe : 0,91 %.

Au 31/12/2024, le montant restant à rembourser s'élève à 991,44 €.

En 2022, l'Association a contracté un emprunt :

- Crédit coopératif : 775 000 € sur 25 ans – TEG Fixe : 3,58 %.

Au 31/12/2024, le montant restant à rembourser s'élève à 738 801,70 €.

En 2023, l'Association a contracté un emprunt :

- Crédit coopératif : 125 000 € sur 25 ans – TEG Fixe : 3,66 %.

Au 31/12/2024, le montant restant à rembourser s'élève à 118 754,49 €.

## **II. DETAIL DE CERTAINS COMPTES**

### **FOURNISSEURS FACTURES NON PARVENUES**

408100 – FOURNISSEURS FACTURES NON PARVENUES	9 377,60 €
----------------------------------------------	------------

### **COMPTES SOCIAUX**

428200 – PROVISION CONGES PAYES	95 833,00 €
428300 – PROVISION PRIMES A PAYER	23 390,00 €
438200 – PROVISION CHARGES SOCIALES S/ C.P.	25 629,00 €
438300 – PROVISION CHARGES SOCIALES S/ PRIMES	7 711,00 €

### **CHARGES A PAYER**

4686 – CHARGES A PAYER	5 508,00 €
------------------------	------------

### **PRODUITS A RECEVOIR**

4387 – ORGANISME SOCIAUX – Produits A Recevoir	1 592,30 €
44178– CAF/MSA Subv A Recevoir	600,00 €
4687 – PRODUITS A Recevoir	2 824,10 €

### **CHARGES CONSTATEES D'AVANCE**

486000 – CHARGES CONSTATEES D'AVANCE	6 496,97 €
--------------------------------------	------------

### **PRODUITS CONSTATES D'AVANCE**

487000 – PRODUITS CONSTATES D'AVANCE	34 371,28 €
--------------------------------------	-------------



# **ANNEXES 2024**

## **1° L'objet social du Pied à l'Etrier**

Le Pied à l'Etrier s'inscrit dans le champ de l'Economie Sociale et Solidaire.

Association à but non lucratif régie par la loi de 1901, elle est conventionnée par l'Etat et le Conseil Départemental de Vaucluse et est agréée « Entreprise Solidaire d'Utilité Sociale ».

Notre mission depuis 29 ans :

« Accompagner les publics en recherche d'emploi dans leur insertion sociale et professionnelle en favorisant la diversité sociale et la lutte contre les exclusions. »

Notre approche pluridisciplinaire (insertion par l'activité économique, formation, accompagnement socioprofessionnel, prévention de l'illettrisme...) nous permet de proposer à chacun un accompagnement personnalisé, adapté à sa situation et à sa personne.

## **2° Ses activités**

Le Pied à l'Etrier est une structure « ensemblier », qui regroupe plusieurs actions :

### L'Association Intermédiaire

Environ 200 salariés en insertion par an sont mis à disposition auprès de particuliers, entreprises, associations, collectivités locales, bailleurs sociaux.

### Le Service d'Aide et d'Accompagnement à Domicile

Agrément qualité au titre des emplois de services à la personne délivré par la DDETS de Vaucluse.

### Le chantier d'insertion

50 salariés en insertion, en moyenne par an, réalisent des prestations d'entretien des espaces verts, d'entretien du bâtiment, de débarras, de déménagement et de distribution pour des entreprises, associations, collectivités locales et bailleurs sociaux et depuis septembre 2021 l'exploitation d'une Ressourcerie.

### Le marché du département de Vaucluse

Ayant pour objet « Accompagnement social et socio-professionnel des bénéficiaires du RSA », ce marché s'est arrêté le 07/04/2024.

### L'organisme de formation

- Cours de Linguistique
- Cours de Remise à Niveau des savoirs de base et projet professionnel.

Et toute autre action qui répond à une problématique de formation, d'insertion professionnelle, d'accès aux droits, de prévention de l'illettrisme ou de parentalité.

Association régie par la loi de 1901 déclarée en Préfecture de Vaucluse le 28 Juin 1995 N°209826

Code APE : 7830Z - N° Siret : 409 700 986 00048

N° Agrément SAP : 409700986





### **3° Les moyens mis œuvre**

27 salariés permanents encadrent et animent ces actions.

257 salariés en insertion ont été accompagnés dans leurs démarches d'insertion socioprofessionnelles et ces salariés permettent la réalisation des prestations et des mises à disposition demandés par nos clients.

8 administrateurs du Conseil d'administration et la Direction pilotent le fonctionnement et la stratégie de l'association.

### **4° Les faits caractéristiques d'importance significative au cours de l'exercice**

L'année 2024 a été marquée par deux faits importants pour l'association :

- Suite à la fermeture de l'association PIAF, la DDETS nous a confié le territoire d'Orange et alentours. Nous avons donc récupéré les salariés et les clients de l'association PIAF, à compter du 01/07/2024.
- Actuellement un prud'homme est en cours avec une ancienne salariée en transition professionnelle de l'antenne de Vaison La Romaine.

